



MINISTÈRE DES ARMÉES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Madame Florence Parly,
ministre des Armées**

Vœux aux Armées

Balard, le 21 janvier 2021

– Seul le prononcé fait foi –

Madame la ministre, chère Geneviève,
Mesdames et messieurs les parlementaires,
Monsieur le chef d'état-major des armées,
Monsieur le délégué général pour l'armement,
Madame la secrétaire générale pour l'administration,
Mesdames et messieurs les directeurs,
Mesdames et messieurs les officiers généraux,
Officiers, sous-officiers, officiers mariniers, soldats, marins, aviateurs,
gendarmes, militaires et personnels civils de la défense,
Mesdames et Messieurs,

Chers amis,

On dit qu'une image vaut mille mots. Alors plutôt qu'un long discours de rétrospective sur l'année 2020, j'ai souhaité cette année, commencer par ces images d'une année singulière à bien des égards. Une année comme nous n'en avons jamais connu jusqu'ici, et comme nous n'aurions jamais pu l'imaginer, il y a un an.

Ces images, elles sont le reflet de votre engagement. De votre courage, de votre détermination, et de cette force d'âme inaltérable qui fait la grandeur de notre défense.

Partout, vous avez répondu présent. Pour les Français, pour notre pays, vous étiez chaque jour prêts à risquer votre vie. Je veux donc rendre hommage, avec respect et avec reconnaissance, aux 11 militaires qui, en 2020, ont payé de leur vie la défense de leur patrie. Je pense aussi à ceux tombés en ce début d'année. Je pense à nos militaires blessés, dans leur chair ou dans leur esprit. Je pense aux familles qui ont perdu un être cher ou qui doivent accompagner un proche sur le long chemin de la reconstruction. Et je voudrais témoigner de mes remerciements chaleureux à Geneviève Darrieussecq pour le travail inlassable qu'elle mène avec cœur au profit de nos blessés et de nos anciens combattants.

Cette année, vous avez prouvé que votre engagement au service des Françaises et des Français était un des piliers de notre résilience nationale. Vous les avez épaulés par la force de votre caractère et les valeurs qui vous conduisent : votre esprit de solidarité, votre goût du dépassement, et votre dévouement au service de l'intérêt général. De cela, vous pouvez être fiers.

Cette solidarité qui nous est chère a montré qu'elle était aussi éclatante ailleurs. Cette année, nous n'avons pas agi seuls. C'est aux côtés des soignants, des enseignants, des forces de l'ordre et des centaines de milliers d'anonymes qui ont continué de travailler pour nous servir, que vous avez fait vivre les mots de solidarité et de résilience. Ils l'ont fait avec abnégation et avec le souci des autres. Et cela, sans la lumière, sans image impressionnante et sans attention quotidienne. Alors, je souhaiterais que nous leur rendions hommage. Car la force de l'engagement et le courage que vous portez haut, ce sont des valeurs partagées qui nous ont permis de tenir, ensemble.

*

En termes de valeurs, nous avons effectivement d'immenses richesses à partager au ministère des Armées. Nous avons beaucoup à offrir aux jeunes, notamment, et c'est d'abord à eux que je pense, en ces temps si difficiles et incertains. En 2021 plus que jamais, nous devons aider et accompagner les jeunes Françaises et les jeunes Français. Nous avons les moyens de les armer pour leur vie professionnelle ou personnelle. Je souhaite que cette année 2021 soit, pour chacune et chacun d'entre nous, une année d'ouverture vers les autres car nous avons tant à partager.

A Fontenay le Comte, j'ai vu, il y a quelques semaines, des hommes et des femmes engagés dans un parcours de reconversion après de nombreuses années au service de nos armées. Tous avaient la tête haute car les armées les avaient fait grandir à travers les valeurs de solidarité et d'esprit d'équipe, d'engagement et de dépassement de soi. Ce sont des ambassadeurs de la promesse républicaine qui anime nos armées, et mieux encore, de la réalité de cette promesse.

Ce que le ministère des Armées a à offrir et à partager, c'est bien la promesse républicaine, en actes. C'est l'assurance d'être jugé et récompensé sur son mérite et ses compétences, sur sa volonté et son envie de progresser. Et c'est bien cette promesse républicaine que le Président de la République a voulu marquer, lors de son récent déplacement à Brest et de ses vœux aux armées.

Les portes de nos armées sont ouvertes mais il faut les ouvrir encore plus largement. Dans ce domaine, ma détermination reste intacte et s'inscrit pleinement dans les objectifs du gouvernement en matière d'égalité des chances.

*

Donner des perspectives aux jeunes, mais pas seulement : nous avons aussi un rôle immense à jouer dans la relance économique de notre pays, alors que le monde connaît la crise économique la plus brutale depuis 1929.

Du jour au lendemain, nous avons quitté un monde sans frontière, où nos besoins pouvaient être satisfaits en passant commande à l'autre bout de la planète, où la croissance semblait sans fin, pour découvrir celui où il était désormais impossible de rendre visite à ses proches et de sortir à plus d'un kilomètre de chez soi.

Nous avons appris de cette vie recluse, avec des frontières closes, et des approvisionnements difficiles. Nous avons appris des vulnérabilités de notre propre économie. Les mots de « souveraineté économique » ont retrouvé tout leur sens. Des mots qui prennent corps dans notre industrie de défense, résiliente, douée de cette capacité d'adaptation constitutive de l'ADN du ministère. Je pense à cette entreprise dans le Vaucluse, Euroenco, notre spécialiste des poudres et des explosifs qui s'est reconfigurée en usine de production de gel hydroalcoolique à un moment où l'on en manquait. Et il y en a bien d'autres, qui se sont adaptées, et qui ont participé aux efforts collectifs pour que la Nation tienne bon.

Dès les premiers signes du ralentissement économique, nous avons mobilisé des moyens considérables pour maintenir l'activité et l'emploi. Nous avons anticipé pour plus de 800 millions d'euros de commandes d'avions, d'hélicoptères ou de drones, à un moment où les entreprises aéronautiques ont vu brutalement disparaître leurs clients civils. En quelques semaines, une task-force chargée d'identifier les entreprises en difficultés de la base industrielle et technologique de défense au sein de la DGA a été mise sur pied. Aujourd'hui, après plus d'un millier de visites, cette task-force accompagne 141 entreprises partout en France, pour faire face à la crise. Nous avons également maintenu une activité soutenue dans la réalisation de nos infrastructures, réactivant les chantiers rapidement dans des conditions de sécurité adaptées à la nouvelle donne sanitaire.

Notre meilleure arme dans cette bataille de la relance économique, c'est bien évidemment la loi de programmation militaire. Car elle est, après une chute du PIB estimée à 9%, une contribution plus que jamais essentielle à notre économie.

Vous le savez, et je le rappelle volontiers dès que j'en ai l'occasion, sur la première période de la LPM entre 2019 et 2023, nous injectons 110 milliards d'euros dans l'économie pour les équipements, les infrastructures, ainsi que le maintien en condition opérationnelle.

110 milliards d'euros, c'est l'équivalent d'un plan de relance pour les seules questions de défense. C'est énorme. C'est si important qu'on ne peut humainement pas se le représenter. Ce que je peux dire en revanche, c'est que cela se traduit en centaines de milliers d'emplois, qui font vivre des centaines de milliers de familles directement ou indirectement sur tout le territoire français.

Cette loi de programmation militaire s'appuie sur des budgets qui, depuis 2017, augmentent chaque année d'au moins 1,7 milliard d'euros : ce n'est ni anodin, ni anecdotique. Au cours des quatre dernières années de 2018 à 2021, ce sont 18 milliards d'euros en plus pour nos armées. C'est l'équivalent de deux années de dépenses d'équipements, pour la modernisation de nos forces et pour le carnet de commandes de la base industrielle des grands groupes, des PME et de leurs sous-traitants.

Alors, oui, nous avons les moyens et nous jouerons tout notre rôle pour redonner de l'élan à notre économie. Nous le devons aux Français.

C'est pourquoi je présiderai prochainement un comité de politique industrielle pour faire le bilan de l'année écoulée et définir les actions permettant de renforcer notre outil industriel de défense, dans un environnement international plus compétitif.

*

Et j'en viens justement à notre environnement international. Au début de ce quinquennat, nous avons décidé de fonder nos grands choix structurants en matière de défense sur une analyse précise de l'état du monde et des menaces qui pèsent sur notre sécurité. **Cette photographie de la situation stratégique, c'est la « revue stratégique » que nous avons présentée à l'automne 2017, après plusieurs mois de délibérations et de consultations.**

Quelle était la conclusion ? Cette revue stratégique disait tout simplement que la conflictualité est une caractéristique incontournable du monde contemporain et que les années à venir ne verraient pas s'éloigner les risques et les menaces qui pèsent sur la France et sur l'Europe. C'est sur la base de ce constat que nous avons ensemble préparé la loi de programmation militaire de juillet 2018 – une loi dont l'objectif est de régénérer et de moderniser notre outil militaire pour doter la France d'un modèle d'armées cohérent, agile et innovant pour être à la hauteur des défis à venir.

Alors, est-ce que cette analyse est-elle toujours valable en 2021 ? Intuitivement, tout le monde sent bien que le monde ne s'est pas subitement transformé en un havre de paix et de stabilité. Et la pandémie a confirmé, conforté, voire accéléré certaines tendances que nous avons identifiées en 2017. C'est pour objectiver cette intuition largement partagée que le ministère des Armées vient de conduire une « actualisation stratégique ». Cet exercice très précis a été coordonné par la DGRIS en lien avec tous les services concernés du ministère et en interministériel. Il a donné lieu à des consultations avec des parlementaires, des chercheurs, des industriels et de nombreux alliés et partenaires, notamment européens, engagés dans des réflexions similaires. **La conclusion est sans appel : nous continuons de faire face à trois grandes menaces.**

Le terrorisme, d'abord. Ceux qui nous ont attaqué à maintes reprises, y compris sur le territoire national à Paris, à Nice, à Conflans et dans trop d'autres lieux encore, n'ont pas disparu en 2019 dans les ruines de Baghouz, dernier bastion de Daech en Syrie. Au Levant, ils continuent de s'organiser pour asservir les populations locales et mettre en œuvre leur programme de mort. La France reste dans leur ligne de mire. Les actions qu'ils conduisent en Syrie comme en Irak illustrent une forme de résurgence dont nous devons protéger notre pays et l'Europe. Ce sont les mêmes, qu'ils se réclament d'Al-Qaïda ou de Daech, que nous combattons au Sahel. J'aurai l'occasion d'y revenir dans un instant.

La deuxième menace qui perdure, c'est celle de la prolifération des armes de destruction massive. Les crises de prolifération iranienne et nord-coréenne ne sont hélas pas derrière nous et, au moment où une nouvelle administration américaine prend ses fonctions, nous devons tout faire pour trouver une solution politique qui garantisse dans la durée nos intérêts de sécurité.

La troisième menace, enfin, est sans doute la plus insidieuse. Je veux parler du durcissement de la compétition entre puissances. Ce n'est pas un phénomène totalement nouveau puisque nous décrivions déjà en 2017 la posture d'intimidation stratégique développée par la Russie ou bien la forte montée en puissance militaire de la Chine, dont le budget de défense a doublé depuis 2012, suscitant en retour une forte réaction des Etats-Unis.

Mais c'est un phénomène qui a des conséquences immédiates pour notre sécurité, quand bien même ce n'est pas directement visible pour nos concitoyens. Ce sont d'abord tous les principes et les textes qui fondent notre architecture de sécurité qui sont remis en cause. Ce sont ensuite des pratiques, désinhibées, qui peuvent affecter très concrètement le fonctionnement de notre démocratie, de notre société. Je pense en particulier aux stratégies hybrides. Leurs concepteurs y voient le moyen d'investir de nouveaux champs – le cyber, l'espace, l'information – pour s'attaquer à ce qu'ils croient être nos vulnérabilités. La pandémie a débridé leur imagination : cyberattaques contre les hôpitaux, désinformation massive... A cela, nous devons opposer une ferme détermination à renforcer notre résilience, renforcer nos défenses, mais aussi, affûter nos capacités offensives.

Par ailleurs, ce recours désinhibé à la force ou à la contrainte, souvent au mépris du droit, a visiblement inspiré d'autres Etats – des Etats aux prétentions peut-être moins globales, et plus régionales.

Au cours de l'année écoulée, nous avons ainsi vu un pays allié, la Turquie, multiplier les actions inamicales et dangereuses. En Libye, en Méditerranée orientale ou encore dans le Caucase, des digues ont cédé. A l'heure où l'on parle de reconstruire une forme de dialogue, nous devons être très clairs sur le caractère inacceptable de tels comportements. Et nous serons vigilants à ce que les normes auxquelles nous tenons soient respectées.

Mais la France ne parviendra bien sûr pas seule à restaurer pleinement ces normes. Plus que jamais nous avons besoin d'alliés et de partenaires solides. Nous attendons de l'Administration Biden qu'elle fasse souffler un vent nouveau, qu'elle nous aide à redynamiser l'Alliance atlantique en faveur d'un agenda de sécurité partagé. Les défis ne manquent pas : du terrorisme aux crises de prolifération, en passant par la rénovation d'un système international de maîtrise des armements en pleine crise.

*

En 2017, nous avons déjà placé au cœur de notre analyse les champs de conflictualités non conventionnels, et je pense en premier lieu au cyber, au spatial, à la sphère informationnelle, mais aussi aux fonds marins. Tant de domaines sur lesquels nous n'étions ni en retard, ni en avance. Mais en tant que « ministère du temps long », gardiens de notre défense à près d'un siècle de vision, c'est notre rôle, d'avoir toujours un temps d'avance.

Les travaux d'actualisation que nous avons conduits confirment ces tendances, qui se sont amplifiées ces dernières années. Je rappelle qu'en 2019, l'hôpital Sainte-Anne à Toulon a fait l'objet d'une cyberattaque importante. Alors, je vous laisse imaginer quelles conséquences cette attaque aurait pu entraîner un an plus tard.

Au regard de nos conclusions, qui seront rendues publiques aujourd'hui, je constate que la LPM, ses ambitions et ses priorités, conservent toute leur pertinence. Le Président de la République a de nouveau réaffirmé avec force que les engagements pris seront tenus et que nous continuerons de mettre en œuvre à l'euro près la loi de programmation militaire, que le Parlement a voté à une très large majorité. **Le Président de la République, à Brest mardi, m'a demandé de faire avec la Représentation nationale un point d'étape approfondi sur l'évolution du contexte stratégique, les adaptations capacitaires décidées et la mise en œuvre de la LPM. Je me tiens donc à l'entière disposition du Parlement.**

Mais d'emblée, ce que je peux vous dire aujourd'hui, c'est que, sans remettre en question la réparation et la modernisation portée par la LPM, nous allons accélérer. Nous allons muscler et renforcer les priorités qui ressortent notamment de l'actualisation de la revue stratégique :

- Nous allons muscler nos capacités à détecter et à traiter des menaces émanant des nouveaux champs de conflictualités, par la priorité que nous donnons au renseignement, ainsi que par le renforcement de nos capacités défensives et offensives dans le champ du cyber et du numérique ;
- Nous allons accélérer l'effort porté sur la résilience et la protection de nos forces, du territoire national et des Français dans le domaine des risques nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques, de la réponse aux crises sanitaires ou bien de la lutte anti-drones ;
- Nous allons *renforcer* la préparation opérationnelle de nos armées afin qu'elles puissent s'entraîner mieux, pour faire face de manière plus complète et plus agile à l'ensemble du spectre des menaces, y compris dans la perspective de conflits de plus haute intensité.

Ce sont autant de domaines qu'il est essentiel de maîtriser et de dominer rapidement, pour garder l'avantage sur le terrain.

*

Le terrain dont je veux maintenant vous parler, c'est celui de l'opération Barkhane, qui a pris beaucoup de lumière ces dernières semaines.

A tous vos frères et sœurs d'armes qui combattent aujourd'hui dans le désert du Sahel, je veux redire ma pleine confiance et l'assurance de notre soutien. A travers vous triomphent chaque jour les valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité sur le chaos d'une idéologie mortifère. Vous protégez la Nation en son cœur, vous faites honneur au sens de la mission, par votre patience de fer et votre détermination d'acier dans ce combat féroce contre Daech et Al-Qaïda.

Grâce à la force de votre engagement, les progrès sont aujourd'hui tangibles au Sahel : nous avons bousculé ces groupes, nous les avons sans cesse harcelés, en leur portant des coups rudes, comme la mort de l'émir d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique.

Nous aurons l'occasion de faire un bilan complet et détaillé de notre action lors du sommet de N'Djamena. Nous aurons alors l'occasion de discuter avec nos partenaires et nos alliés des orientations que nous souhaitons collectivement donner à notre engagement. Mais une chose est certaine, si les premiers résultats sont là, nous avons encore beaucoup à accomplir avant d'achever cette mission au Sahel.

Et nous sommes de plus en plus nombreux pour poursuivre ce combat, avec les pays du Sahel et leurs forces armées, avec nos alliés et nos partenaires européens, toujours plus nombreux, toujours plus déterminés. J'aimerais saluer le Danemark, le Portugal, l'Italie, la Belgique et les Pays-Bas qui nous rejoindront progressivement au sein de la Force Takuba.

J'aimerais aussi saluer tout particulièrement l'Estonie, la République Tchèque qui sont déployés en ce moment à nos côtés, et la Suède qui entame le déploiement d'un contingent de plus de 150 militaires avec des capacités significatives. A l'échelle de l'armée estonienne qui compte 6 500 militaires, de l'armée tchèque qui en compte 22 000, engager un groupe de forces spéciales de plusieurs dizaines d'hommes ne relève pas du symbole. A fortiori au regard des risques qu'ils acceptent de prendre au sein de cette force qui va au contact de l'ennemi et qui le combat directement. Ce sont des pays amis, des alliés, qui sont prêts à payer le prix du sang pour conduire avec nous, ce combat contre le terrorisme. Et pour quelle raison ? Parce qu'ils en ont compris l'intérêt, pour eux, pour l'Europe.

*

Une part de l'Europe de la défense se bâtit au Sahel, j'en suis convaincue. J'ai eu l'occasion de le dire devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale : la poursuite de la construction de l'Europe de la défense et la préparation active de la présidence française de l'Union européenne seront des priorités phares de l'année 2021. Et je sais que beaucoup sont déjà à l'œuvre pour continuer de faire progresser cette Europe de la défense que le Président de la République appelle de ses vœux.

Il y aura de nombreux rendez-vous, notamment pour concrétiser les impulsions données en 2017 pour bâtir notre industrie de défense européenne : l'avion de combat du futur (SCAF), le drone européen, le Tigre standard 3 dans le domaine aéronautique et le char de combat du futur (MGCS) dans le domaine terrestre pour parler des projets les plus emblématiques de cette ambition partagée avec nos partenaires européens. L'objectif est de pouvoir contractualiser la phase suivante de ces projets au plus tard mi-2021. Les mois à venir seront décisifs, je compte sur l'engagement de toutes les personnes impliquées pour y parvenir. L'Histoire nous regarde.

Il y aura aussi un rendez-vous qui coïncidera avec la prise de présidence française du Conseil de l'Union européenne en janvier 2022 et que nous préparerons dès cette année : je veux parler de **la Fabrique défense**, avec l'ambition de donner une pleine dimension européenne à cet événement tourné vers les jeunes, vers celles et ceux qui construiront l'Europe de demain, vers ce sentiment d'appartenance qui constitue l'un des trois axes que la France souhaite donner à cette présidence.

Les deux autres, puissance et relance, nous les préparerons au travers d'un programme ambitieux, tourné vers un accroissement des capacités opérationnelles des Européens, d'une présence renforcée, notamment dans le domaine maritime, de partenariats exigeants, et d'une ambition capacitaire renouvelée, au service de l'innovation. **La préparation de cette présidence française de l'Union européenne sera un enjeu majeur de cette année 2021, pour s'assurer qu'elle sera porteuse d'une autonomie stratégique européenne renforcée.**

*

Nous savons que cette année 2021 se présente avec ses défis, ses opportunités, ses réussites et ses efforts. Mais j'ai une confiance entière en vous. En votre énergie, en votre enthousiasme, et en cette passion qui fait battre les cœurs de nos armées : cette passion, c'est l'assurance de notre succès. Un succès collectif, naturellement.

C'est donc avec confiance, à la fois lucides sur les défis qui nous attendent et pleinement assurés de la force d'âme que nous saurons déployer pour les relever, que nous pouvons donc aborder cette nouvelle année.

2021 sera la troisième année de la mise en œuvre de la loi de programmation militaire. Et cette année, je veux donc que les effets de la loi de programmation soient encore plus visibles, encore plus tangibles, encore plus concrets. Partout, je veux voir les réformes de la LPM se déployer et ceci, jusqu'au dernier kilomètre. Qu'elles soient sensibles et réelles, en matière d'équipements, d'hébergement, et de vie quotidienne. Pour nos militaires et nos personnels civils, comme pour nos industriels.

Cela vaut aussi pour l'innovation. Grâce aux efforts de tous, nous disposons aujourd'hui d'un cadre et d'une structure autour de l'Agence de l'innovation de défense pour capter, détecter et développer les futures technologies qui équiperont nos forces, en nous appuyant sur les procédés et les outils innovants mis en place à cet effet. Mais l'AID n'est rien sans votre audace, sans votre ingéniosité.

Il nous faut collectivement continuer à lever les obstacles à l'agilité nécessaire à l'intégration de l'innovation dans nos systèmes d'armes. Il nous faut donc continuer de relever le défi de l'innovation. Et celle-ci n'est pas forcément technologique : je pense en particulier à l'innovation d'usage, celle qui consiste à employer différemment des équipements dont nous disposons déjà afin de répondre de façon détournée à des besoins urgents. En 2021, je souhaite donc davantage de projets innovants et je souhaite qu'ils puissent prendre vie sur le terrain.

Il nous faudra aussi poursuivre nos efforts industriels et de lancement de nouveaux projets : la poursuite du renouvellement de nos composantes spatiales, après le tir réussi de CSO-2 à la fin du mois de décembre, le lancement en réalisation du programme HIL, la livraison des premiers véhicules Jaguar dans le cadre du programme Scorpion ou encore la mise en service du Suffren, tout cela témoignera de la constance de nos engagements.

La LPM, c'est également une ambition en matière de solde de nos militaires. La nouvelle politique de rémunération des militaires est maintenant lancée avec une première mesure, l'indemnité de mobilité géographique militaire, qui est emblématique de ce que nous voulons faire : des dispositifs simples, qui ouvrent de nouveaux droits et qui répondent à nos besoins.

Cette ambition est possible car, depuis le 1^{er} janvier de cette année, l'ensemble des militaires de nos armées est payé par Source Solde mettant ainsi fin à de longues, trop longues années de désordre. Ce résultat est remarquable à plus d'un titre. Il est le fruit d'un travail collaboratif et efficace entre la DRH-MD, la DGA, le SCA et les armées. Cela doit être une source d'inspiration pour les grands chantiers que nous avons à mener.

Je pense notamment au vaste chantier des systèmes d'information et de communication. Dans la lignée de la transformation numérique que j'ai souhaitée pour le ministère des Armées, vous avez travaillé, sous l'égide de la DGNUM, à une transformation en profondeur de l'organisation de la conduite des projets de systèmes d'information et de communication. Des travaux qui ont notamment abouti à la création de l'Agence du numérique de la défense. J'ai bien conscience qu'il ne s'agit pas là d'une simple réforme mais d'une révolution dans l'organisation du ministère en matière de numérique.

Mais cette révolution poursuit un objectif indispensable : c'est celui de notre supériorité opérationnelle et de notre maîtrise de l'information. C'est essentiel aujourd'hui, cela le sera encore davantage demain.

La transformation numérique que j'ai voulue pour notre ministère ne se résume cependant pas à cela. Elle doit d'étendre au-delà des théâtres d'opérations, dans les services de soutien, et doit surtout être profitable à chaque agent du ministère.

Cette ambition prend tout son sens dans ce contexte si particulier où le télétravail, les réunions à distance ont pris le pas sur nos méthodes de travail habituelles. C'est un défi que vous avez relevé avec beaucoup de réactivité et je vous en félicite tous.

La transformation numérique doit contribuer à l'amélioration de la qualité de vie au travail. En 2021, il nous faudra continuer à déployer de nouveaux outils de travail collaboratif tout en préservant la sécurité de nos systèmes. Et je compte sur le Comcyber pour allier ingéniosité et rigueur, en étroite collaboration avec l'EMA, la DGA, le SGA, la DGNUM et la DIRISI.

L'amélioration de la qualité de vie au travail passe aussi par la simplification de nos processus et de notre ministère. Je sais que des efforts importants ont été déployés dans ce domaine notamment pour faciliter le quotidien de toutes et tous, alors que la crise sanitaire nous faisait entrer dans l'inconnu. Certaines mesures ont d'ailleurs été pérennisées, d'autres sont à l'étude, d'autres encore doivent voir le jour. C'est aujourd'hui une priorité de l'Etat, au service de laquelle nous devons soutenir nos efforts.

L'année 2021 sera enfin la première année de la mise en œuvre de notre stratégie énergétique de défense, qui doit faire de nous un acteur engagé de la transition énergétique et qui doit aussi réduire nos dépendances dans ce domaine. Il en va de notre responsabilité citoyenne collective, mais aussi de notre efficacité opérationnelle sur le terrain.

Notre ambition sera encore plus grande et encore plus verte cette année : nous accélérerons la rénovation énergétique de nos bâtiments, notamment grâce au plan de relance gouvernemental, nous continuerons de limiter notre empreinte carbone. Le contrat CEGELOG qui nous passerons d'ici la fin de l'année pour les logements domaniaux porte également une ambition écologique inédite.

2021 sera aussi l'année de la biodiversité, lancée par le Président de la République lors du *One Planet Summit* il y a quelques jours. La protection de la biodiversité, c'est quelque chose qu'on connaît bien au ministère des Armées, puisque 80% de nos terrains militaires en métropole font l'objet d'une protection au titre de la biodiversité. En 2019, nous avons signé une convention avec le Muséum national d'histoire naturelle pour établir une véritable stratégie de préservation de la biodiversité. 2021 en verra la concrétisation.

*
* *

Toutes ces modernisations sont une source de fierté : soyons fiers de les porter, car elles sont à la hauteur de la très haute ambition que nous portons pour nos armées. Soyons toujours exigeants, car elles doivent être à la hauteur de la confiance que nous accordent les Français. Soyons enfin, toujours soudés, fidèles à l'esprit d'équipe.

Car oui, nous sommes une équipe. Une équipe dont je suis fière, qui doit encore nous porter en 2021 avec passion, une équipe qui part à l'assaut des succès de cette nouvelle année.

Je vous souhaite à toutes et à tous une excellente année 2021.

Vive la République, vive la France !